

Une candidate tout terrain

di Christian Sautter

Le débat du mardi 17 octobre, qui a juxtaposé les trois aspirants à la candidature présidentielle au nom du Parti socialiste, a été d'une qualité démocratique inhabituelle.

La France ne peut prétendre à l'excellence britannique en la matière, dont témoigne le film époustouflant « The Queen », d'une férocité et d'une drôlerie aiguës à l'égard de la famille royale mais aussi de Tony Blair et de son épouse. Ce film irrévérencieux est absolument inconcevable en France. Imaginons un film qui mettrait en scène le Président de la République et le Premier ministre en exercice dans une crise majeure du pays !

Le débat de mardi fut une honorable copie des pratiques américaines des élections primaires. L'exercice fit même des envieux au sein de l'UMP, qui rêvent d'une confrontation devant les écrans de MM. Sarkozy, Villepin et de Mme Alliot-Marie.

Certains ont pu être déçus de la courtoisie et de la redondance des discours et de l'absence d'agressivité et de petites phrases, que l'on aime regarder dans les émissions habituelles de jeux du cirque politique. À l'évidence, Ségolène Royal, Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius partagent les mêmes valeurs de gauche : retour au plein emploi, réduction des inégalités des revenus, préservation de la sécurité sociale et professionnelle. Ils s'appuient sur le même programme, élaboré laborieusement par le Parti socialiste. Ce texte a été négocié mot à mot et voté par les militants, qui seront aussi les électeurs du scrutin du 16 novembre pour départager les trois candidats. Une inconnue de taille vient de ce que des adhésions massives ont eu lieu depuis le vote du projet, d'hommes et de femmes qui seront plus distants de ce texte et plus attachés à la personnalité des candidats.

Je ne commenterai pas l'apparence des trois héros des deux heures d'émission et mettrai en évidence des différences, pour moi très importantes, entre leurs approches contrastées et même clairement opposées.

Dominique Strauss-Kahn, à l'aise sur les questions économiques et sociales, qu'il a étudiées comme universitaire et pratiquées comme Ministre de l'économie et des finances, a déroulé un théorème, qui rappelle celui du Chancelier Schmidt : « Les profits font les investissements qui font les emplois ». Le raisonnement de DSK tient en trois temps. Rien n'est possible sans la croissance (ni le plein emploi, ni l'équilibre des comptes sociaux, ni la stabilisation de la dette). Pas de croissance sans confiance (confiance des entreprises pour investir et pour innover). Et pas de confiance sans DSK (puisque la forte expansion des années du gouvernement Jospin tenait beaucoup à la confiance que les chefs d'entreprises avaient mise en lui). Je crois que cet éloge de la croissance maximale est anachronique, même s'il est porté par le souvenir des « trente glorieuses ». Il faudrait une croissance de 4% sur longue période, pas seulement pendant la phase haute d'un cycle conjoncturel (telles les années 1997-2001). Il faudrait accepter des dégâts durables à l'environnement. Et aussi une progression des inégalités et des précarités, qui est au cœur des sociétés où l'expansion est la plus rapide (Etats-Unis, Chine, Inde).

Laurent Fabius, ancien Premier ministre (il y a vingt ans !) et ancien Ministre de l'économie et des finances, était lui aussi en terrain familier de gestionnaire des finances publiques. Mais il s'est métamorphosé en pseudo-Mitterrand de 1981, prônant des mesures immédiates pour les cent premiers jours de la mandature : hausse du SMIC de 100 euros, abrogation des lois récentes sur les retraites, nationalisation d'EDF et GDF. Cette musique nostalgique a été douce aux oreilles des militants quinquagénaires de la génération Mitterrand. Au-delà de ces mesures immédiates, je n'ai noté qu'un appel à l'harmonisation européenne des taux d'impôt sur les bénéficiaires. La critique est juste de la coexistence inégale entre des pays de l'Est qui pratiquent la fiscalité zéro (comme le faisait l'Irlande, il y a dix ans) et les Européens de l'ouest qui prélèvent un tiers des bénéficiaires. Un camarade ironique aurait pu noter que c'était un peu court comme « plan B » pour relancer la construction européenne !

L'approche de Ségolène Royal a été très différente et je voudrais le souligner en relevant de petites touches qui prouvent son attachement aux actions concrètes et à la vie quotidienne des Français. « Ma conception de la politique, c'est de regarder les choses telles qu'elles sont et non pas de se bercer de formules ou faire croire qu'il n'y a pas de problème ».

Le développement durable : qui n'est pas favorable à combiner le développement économique, le développement social et le respect de la nature ? S'appuyant sur son expérience de Présidente de région, elle seule a parlé des « éco-industries », des énergies renouvelables, du recyclage, de l'isolation des constructions. Elle a affirmé que 50 000 à 100 000 emplois pourraient ainsi être créés.

La décentralisation : Ségolène s'est permis l'extrême sacrilège de critiquer la bureaucratie tatillonne de l'État, ce qui ne manque pas de panache dans un Parti dominé par les fonctionnaires ! Elle a proposé de confier l'entière responsabilité du développement économique aux Régions, l'État se cantonnant à assurer la péréquation et à soutenir la recherche fondamentale.

L'économie solidaire : elle a défendu l'idée que certaines personnes en grande difficulté devaient être employées par des structures d'insertion qui accomplissent des activités économiques d'intérêt général (le recyclage par Emmaüs). Elle a vanté le micro-crédit en direction des pauvres.

Le pouvoir d'achat : le Smic ? oui a-t-elle dit, mais en faisant attention aux salariés de plus en plus nombreux juste au-dessus de ce salaire minimum légal. Elle a aussi parlé des très petites retraites.

Les retraites précisément : elle a écorné un tabou (celui de la retraite à 60 ans) en soulignant qu'il faudrait mieux répartir le temps de travail tout au long de la vie.

Les 35 heures : elle a souligné que dans certaines entreprises, les salariés avaient souffert d'une intensification des cadences et d'une excessive flexibilité des horaires en fonction des seuls impératifs de la production. Elle a osé dire que dans le secteur hospitalier et les maisons de retraites, l'application des 35 heures avait dégradé le service, faute de recrutements suffisants. « Je préfère un socialisme qui regarde les choses en face ». La seule parade est le contrepoids d'un syndicalisme de masse

Sur la santé : elle a prôné une affectation autoritaire des jeunes médecins, pour que certains quartiers urbains et des milieux ruraux ne soient pas dépourvus de généralistes, d'ophtalmo, de gynécologues. Elle veut rouvrir les dispensaires de quartiers et renforcer la prévention. Admirable !

Sur le logement : personne ne devrait consacrer plus d'un quart de son revenu à son loyer. Et les locataires stables d'HLM pourraient les acheter au bout de 10-15 ans ! Cette

proposition m'a fait tousser, car le parc est déjà insuffisant et le diminuer n'irait pas dans la bonne direction. (Par contre, dit Catherine, on pourrait réserver fermement les logements sociaux aux jeunes ménages et aux familles à moyens modestes et inciter énergiquement à partir ceux qui ont depuis longtemps crevé les plafonds de revenus).

Français issus de l'immigration : j'ai beaucoup aimé la critique de l'expression « Français de souche » et l'interrogation sur ceux qui seraient les « Français de branche » et les « Français de feuillage ». Une goutte d'humour dans un océan de sérieux. La République ne connaît en effet qu'une catégorie de citoyens libres et égaux en droit et l'expression, communément employée sur nos écrans, de « Français issus de l'immigration » (davantage quand il s'agit de délinquants que d'entrepreneurs méritants) me rappelle les distinctions fleurant le racisme que l'on employait du temps de la guerre d'Algérie.

Vous avez compris que je préfère, de loin, la candidate du « tout terrain » au candidat de la « toute croissance » et à celui du « tout État ».